

## **HALTE à la volonté des associations conservacionnistes de s'approprier les Pyrénées aux dépens de leurs habitants et de leurs élus**

**En Ariège**, menaces d'actions judiciaires suite à l'annonce publique par Philippe Lacube de ce que tout le monde dit secrètement dans les vallées : des ours ont été éliminés ; suite à la plainte du comité écologique ariégeois, décision en référé qui suspend la chasse au lagopède et au grand tétras, comme les battues au sanglier dans les zones où l'ours est présent, et comme les ours se déplacent jusqu'aux côtes et même en plaine, toute l'Ariège est menacée.

**Dans les Hautes Pyrénées**, attaque judiciaire des associations conservacionnistes contre le Décret Préfectoral qui a reconnu l'ASPP 65 association environnementale, et contre le Décret Ministériel qui la nomme à ce titre au Conseil d'Administration du Parc National.

**Dans les Pyrénées Atlantiques**, acharnement judiciaire contre René Marquèze, définitivement relaxé de toute responsabilité pénale.

### **Qu'on ne s'y trompe pas : ce tir groupé n'est pas le fait du hasard, mais la mise en œuvre concertée d'une idéologie totalitaire.**

► **Son objectif** va bien au delà des espèces concernées, l'ours en particulier : **il s'agit clairement pour ces associations** qui réduisent la biodiversité aux seules espèces sauvages, **de s'approprier la gestion de l'espace par étapes et cibles successives**. Dès 1993, pour « justifier » les importations d'ours à venir, le programme Life-Europe présentait ainsi les Pyrénées : « *Jusqu'à il y a peu encore région isolée et inaccessible, les Pyrénées étaient l'un des derniers refuges en Europe pour l'ours brun / Until recently a remote and inaccessible area, the Pyrenees / ...* »

► **LE WWF** finançait en 1997 une étude de l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) sur la façon dont la Politique Agricole Commune devait être **modifiée** dans un sens favorable aux grands carnivores, ours et loups notamment. On peut y lire page 103 : « *Des réserves naturelles de faune sauvage limitées ne sont pas suffisantes pour les grands carnivores. Le contrôle de la totalité du paysage est indispensable à la conservation des espèces à territoire étendu.* »

► **L'actuel tir groupé contre les Pyrénéens et leurs associations de défense de leur patrimoine** s'inscrit dans cette démarche d'appropriation du milieu où les hommes et leurs activités sont conçus comme des parasites. **Cette attaque est en contradiction totale** avec les conclusions du Grenelle de l'Environnement, Groupe 2, « Préserver la biodiversité et les ressources naturelles », page 31 : « *La conservation de la biodiversité ne peut ainsi plus se réduire à la protection des espèces sauvages dans des réserves naturelles. Elle doit sauvegarder les grands écosystèmes de la planète, appréhendés comme la base et le support de notre développement. /.../ Ceci est d'autant plus vrai en France où tous les paysages, réputés naturels ou non, sont le fruit d'une coévolution du travail de la nature et de l'homme.* »

### **Ne laissons pas les idéologues de l'ensauvagement s'approprier les Pyrénées.**

L'ADDIP, Coordination des associations départementales de défense du patrimoine pyrénéen, tient à alerter l'ensemble des forces vives du massif et toutes celles et ceux qui refusent cette appropriation en faveur de l'ensauvagement par des groupes qui ne représentent qu'eux mêmes et n'ont aucune légitimité démocratique.

Dès à présent, elle saisit les élus politiques et consulaires du massif qui forment l'un de ses collègues, sur la gravité de cette menace. Elle est une parfaite illustration des risques idéologiques totalitaires que Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie, stigmatisait ainsi dans le journal Le Monde du 7 septembre dernier sous le titre « **Ne laissons pas les idéologues de tout poil mobiliser l'écologie** » : « *La vie comme l'écologie nous enseignent le doute, un doute qui fait défaut aux idéologies. L'écologie productiviste comme l'écologie radicale ont le même fondement. Contester la démocratie et le débat de société au nom de pseudo-certitudes scientifiques.* »

**Philippe Lacube**, Président de l'ADDIP, Association pour le Développement Durable de l'Identité des Pyrénées.